

Direction Générale des Services  
Pôle Ressources et Moyens  
1, chemin du Thil  
CS 52501  
80025 AMIENS CEDEX 1  
Mél : [dgarem@u-picardie.fr](mailto:dgarem@u-picardie.fr)



## EXTRAIT DU RELEVÉ DES AVIS DE LA FORMATION SPÉCIALISÉE SSCT DU 12 FÉVRIER 2024

La formation spécialisée en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail (SSCT) de l'Université de Picardie Jules Verne, réunie le lundi 12 février 2024, a émis un vote favorable aux avis (13) ci-dessous comme suit :

1°) Les membres de la FS-SSCT renouvèlent leur demande de transmission de tous les documents nécessaires à l'examen des points de l'ordre du jour y compris les procès-verbaux qui comprennent le compte rendu des débats et le détail des votes de la séance précédente, à l'exclusion de toute indication nominative. Nous rappelons que ces procès-verbaux sont signés par le président et par le secrétaire, puis transmis dans le délai d'un mois aux membres de la FS-SSCT. Ils sont soumis à l'approbation de la formation spécialisée lors de la séance suivante (article 34 du règlement intérieur du comité social d'administration d'établissement de l'Université de Picardie Jules Verne et de sa formation spécialisée/ article 83 du décret 2020-1427 du 20 novembre 2020 relatif aux comités sociaux d'administrations dans les administrations et les établissements publics de l'Etat).

Détail du vote (6 votants) :

	Ne prend pas part au vote	Abstention	Pour	Contre
FSU			1	
SGEN-CFDT			1	
SNPTES-UNSA			2	
FO-ESR			1	
CGT-FERCSup			1	
<b>Total</b>			<b>6</b>	

2°) Nous demandons à ce que les projets et avis émis par le comité soient portés à la connaissance des agents en fonction dans l'établissement dans un délai d'un mois sous la forme d'une mise en ligne sur le site internet de l'université. En application de l'article 26 du règlement intérieur du comité social d'administration d'établissement de l'Université de Picardie Jules Verne et de sa formation spécialisée et de l'article 98 du décret 2020-1427 du 20 novembre 2020 relatif aux comités sociaux d'administrations dans les administrations et les établissements publics de l'Etat.

Détail du vote (6 votants) :

	Ne prend pas part au vote	Abstention	Pour	Contre
FSU			1	
SGEN-CFDT			1	
SNPTES-UNSA			2	
FO-ESR			1	
CGT-FERCSup			1	
<b>Total</b>			<b>6</b>	

**3°) Arrêter sans attendre 2025 une méthode d'évaluation des RPS afin de la mettre en œuvre sur un premier échantillon de travail. Mettre en place des indicateurs de RPS, identifier les services les plus exposés. Former les AP au RPS et moyens d'actions. Mettre en place une formation PSSM : Savoir détecter, rassurer, orienter et identifier les sites prioritaires. Création d'un comité de pilotage, l'initiation d'un diagnostic, le suivi d'indicateurs, l'intégration des RPS au DUERP, la réalisation d'un plan d'action, le développement du plan de formation dans ce domaine, notamment au bénéfice des encadrants et la création d'une cellule de veille.**

Détail du vote (6 votants) :

	Ne prend pas part au vote	Abstention	Pour	Contre
FSU			1	
SGEN-CFDT			1	
SNPTES-UNSA			2	
FO-ESR			1	
CGT-FERCSup			1	
<b>Total</b>			<b>6</b>	

**4°) Remettre en place le groupe projet QVT afin de veiller à la cohérence du dispositif d'évaluation et de prévention des risques psychosociaux, en lien avec la formation spécialisée.**

Détail du vote (6 votants) :

	Ne prend pas part au vote	Abstention	Pour	Contre
FSU			1	
SGEN-CFDT			1	
SNPTES-UNSA			2	
FO-ESR			1	
CGT-FERCSup			1	
<b>Total</b>			<b>6</b>	

**5°) Nous faisons le constat de plusieurs manquements de l'UPJV à ses obligations de santé, de sécurité et de conditions de travail :**

- Le document unique de l'établissement, obligatoire depuis 2001, n'est toujours pas réalisé dans sa globalité. Selon les articles R4121-1 et R4121-2 du code du travail, les employeurs publics sont tenus d'évaluer les risques professionnels (physiques et psychosociaux) auxquels leurs agents sont exposés et de les répertorier dans un document appelé document unique d'évaluation des risques professionnels (DUERP). La finalité de cette évaluation est la mise en œuvre d'actions de prévention des risques qui ont été évalués. Cette évaluation comporte un inventaire des risques identifiés dans chaque unité de travail de l'entreprise ou de l'établissement.

- La loi n°2021-1018 du 2 août 2021 vient renforcer l'obligation d'évaluation des risques en formalisant un Programme Annuel de Prévention des Risques Professionnels et d'Amélioration des Conditions de Travail (PAPRI Pact). C'est un document obligatoire dans lequel on définit, sur une ou plusieurs années, les actions de prévention à réaliser et qui doivent agir sur les risques professionnels identifiés. Nous constatons que le PAPRI Pact présenté lors de la séance du [12 février 2024] et rédigé sur la base des quelques DUERP actuellement déclarés ne couvre pas l'ensemble des risques auxquels se trouvent exposés le personnel de l'Université et les usagers. Par ailleurs, les risques psycho-sociaux n'ont pas été intégrés au DUERP.

Aussi, nous demandons à ce que le PAPRI Pact de l'établissement prenne en compte, dans les plus brefs délais, les recommandations des ISST, les bilans du registre RSST et de la cellule RPS mais aussi les rapports des commissions de sécurité et les PV des vérifications périodiques annuelles. Par ailleurs, les actions inscrites au plan QVT doivent y être également reportées dans la mesure où elles agissent sur la prévention des risques psychosociaux.

Nous rappelons les dispositions de l'article L.4121-1 et L.4121-2 et nous demandons au Président par quels moyens il compte combler son retard et aboutir à la réalisation cette année d'un DUERP dans toutes les unités de travail de l'établissement.

Dans ce contexte, nous demandons aussi, à ce que soient rappelées aux chefs de services et Directeurs d'Unités leurs obligations de santé et de sécurité. Nous citons : le décret du 28 mai 1982 modifié prévoit explicitement que les chefs de service, au sens de la jurisprudence administrative, c'est-à-dire les autorités administratives ayant compétence pour prendre les mesures nécessaires au bon fonctionnement de l'administration placée sous leur autorité ont la charge de veiller à la sécurité et à la protection de la santé de

leurs agents. Cette obligation qui s'inspire directement des dispositions de l'article L. 4121-1 du code du travail, s'exerce cependant dans le cadre des délégations qui leur sont consenties et dans la limite de leurs attributions. Une circulaire du 18 mai 2010 de la DGAFP rappelle les obligations des employeurs et les enjeux de la jurisprudence en termes de responsabilité y compris personnelle (annexe 17).

Détail du vote (7 votants) :

	Ne prend pas part au vote	Abstention	Pour	Contre
FSU			1	
SGEN-CFDT			2	
SNPTES-UNSA			2	
FO-ESR			1	
CGT-FERCSup			1	
<b>Total</b>			<b>7</b>	

6°) Nous remarquons que les quotités de travail des Assistants de Prévention (AP) sont comprises entre 1 et 100%. Nous demandons à ce qu'un minimum de temps de travail soit défini et que les AP aient tous une lettre de cadrage signée par leur chef de service, ce qui implique que leur fiche de poste soit adaptée et qu'une valorisation du travail sous forme de prime soit effective.

Par ailleurs, nous souhaitons que les AP aient accès aux déclarations du registre RSST ainsi que les étudiants.

Détail du vote (7 votants) :

	Ne prend pas part au vote	Abstention	Pour	Contre
FSU			1	
SGEN-CFDT			2	
SNPTES-UNSA			2	
FO-ESR			1	
CGT-FERCSup			1	
<b>Total</b>			<b>7</b>	

7°) Élaborer une culture de la prévention implique un engagement fort de l'Université. Ainsi, l'UPJV doit prévoir des moyens suffisants pour mener une politique de prévention, élaborer des axes prioritaires pour l'année et se doter d'un calendrier de mise en œuvre.

Par ailleurs, les ISST dans leur rapport faisant suite à l'inspection du mois de janvier 2023 ont questionné le rattachement du service HSE au pôle P2I en cas de difficultés à mener des actions ne relevant pas de la compétence directe du pôle P2i. Il a été conseillé de positionner le service HSE à un niveau supérieur favorisant la transversalité. Nous souhaitons que le service SHSE soit renforcé et que soit mis en place une direction de la prévention des risques comme cela est le cas dans d'autres universités.

Détail du vote (7 votants) :

	Ne prend pas part au vote	Abstention	Pour	Contre
FSU			1	
SGEN-CFDT			2	
SNPTES-UNSA			2	
FO-ESR			1	
CGT-FERCSup			1	
<b>Total</b>			<b>7</b>	

8°) Nous demandons pourquoi certaines déclarations anonymes ne figurent plus au registre RSST (ex : 111 et 112, 104). Nous demandons à ce que des améliorations soient apportées : article 3-2 décret 82 453, les registres doivent être mis à disposition des usagers et de tout personnel. Certains responsables de coordination ou AP ne peuvent pas entrer d'informations. Le déclarant n'est pas informé lorsqu'une observation ou action est déposée. Nous demandons à ce qu'une nouvelle communication soit faite auprès du personnel afin de rappeler l'obligation de consigner au registre les accidents et incidents ou signalement. Par ailleurs, nous demandons quelles sont les actions mises en place par la cellule RPS suite aux

déclarations GEPUC. Nous rappelons que dans les orientations stratégiques ministérielle de 2022 il est indiqué que parmi les missions de la cellule RPS il y a alerter et informer la formation spécialisée.

Détail du vote (7 votants) :

	Ne prend pas part au vote	Abstention	Pour	Contre
FSU			1	
SGEN-CFDT			2	
SNPTES-UNSA			2	
FO-ESR			1	
CGT-FERCSup			1	
<b>Total</b>			<b>7</b>	

9°) Nous souhaitons clarifier le dispositif de signalement des situations de souffrance au travail. Nous demandons la mise en place à l'UPJV d'une cellule d'écoute composée du médecin de travail, du psychologue du travail, de l'assistante sociale et de personnes désignés par les OS de la FS (2 hommes deux femmes).

Détail du vote (7 votants) :

	Ne prend pas part au vote	Abstention	Pour	Contre
FSU			1	
SGEN-CFDT			2	
SNPTES-UNSA			2	
FO-ESR			1	
CGT-FERCSup			1	
<b>Total</b>			<b>7</b>	

10°) Mettre en place une procédure en cas d'accident : définition de l'accident de travail, inscription au registre, diffusion de la liasse, arbre des causes et report dans le bilan RH des actions proposées et validées. Intégration au PAPRIACT de certaines actions communes à plusieurs unités de travail.

Détail du vote (7 votants) :

	Ne prend pas part au vote	Abstention	Pour	Contre
FSU			1	
SGEN-CFDT			2	
SNPTES-UNSA			2	
FO-ESR			1	
CGT-FERCSup			1	
<b>Total</b>			<b>7</b>	

11°) Systématiser l'évaluation et la décision de l'opportunité d'une formation aux pratiques de management en amont de la prise de fonction des nouveaux encadrants.

Détail du vote (7 votants) :

	Ne prend pas part au vote	Abstention	Pour	Contre
FSU			1	
SGEN-CFDT			2	
SNPTES-UNSA			2	
FO-ESR			1	
CGT-FERCSup			1	
<b>Total</b>			<b>7</b>	

**12°)** Nous, membres de la FS-SSCT, réunie le 12 février 2024, demandons à ce que le plan de prévention de la SAMSIC concernant sa prestation auprès de l'UPJV, ainsi que les contrats et/ou conventions liant l'Université de Picardie et la société SAMSIC, soient transmis aux représentantes et représentants élu.e.s du personnel de la FS-SSCT d'établissement.

Détail du vote (7 votants) :

	Ne prend pas part au vote	Abstention	Pour	Contre
FSU			1	
SGEN-CFDT			2	
SNPTES-UNSA			2	
FO-ESR			1	
CGT-FERCSup			1	
<b>Total</b>			<b>7</b>	

**13°)** Nous demandons la mise en place d'un groupe de travail pour réfléchir aux actions nécessaires au renforcement de la sécurité des étudiants et des agents suite aux signalements d'agressions physiques ou verbales. Nous souhaitons que ce groupe de travail soit composé du Vice-Président des étudiants, des référents VSS, du référent VDHMS de la FS-SSCT, des psychologues du travail et des étudiants et de la cheffe de service SHSE.

Détail du vote (7 votants) :

	Ne prend pas part au vote	Abstention	Pour	Contre
FSU			1	
SGEN-CFDT			2	
SNPTES-UNSA			2	
FO-ESR			1	
CGT-FERCSup			1	
<b>Total</b>			<b>7</b>	

Fait à Amiens, le 17 février 2024



Le Président de l'Université  
de Picardie Jules Verne

Pr. Mohammed BENLAHSEN